

La Responsabilité des Intellectuels

Cuba, les États-Unis et les Droits de l'Homme

par James Petras - 1er Mai, 2003

Traduction "tout est dit, ou presque" par CSP

Diffusion autorisée et même carrément encouragée

Merci de mentionner les sources

Une fois de plus les intellectuels sont entrés dans le débat - cette fois-ci sur les questions de l'impérialisme des États-Unis et des droits de l'homme à Cuba. "Quel est l'importance du rôle des intellectuels?", me suis-je demandé en marchant devant le Puerto del Sol à Madrid un dimanche après-midi ensoleillé (le 26 avril 2003). Puis j'ai entendu des slogans anti-castristes scandés par quelques centaines de manifestants résonner à travers la place presque vide. Malgré une dizaine d'articles et de commentaires par des intellectuels de renom dans les plus grands journaux de Madrid, et des heures de propagande à la télévision et à la radio, plus le soutien accordé par les bureaucrates des plus grands syndicats et partis politiques, à peine 700 à 800 personnes, la plupart des exilés Cubains, se sont présentées pour attaquer Cuba. "A l'évidence," me suis-je dit, "les intellectuels anti-Cubains n'ont que peu ou pas d'influence mobilisatrice, du moins en Espagne."

Mais l'impuissance politique des écrivains anti-castristes ne signifie pas que les intellectuels en général ne jouent pas un rôle important ; ni que leur faible audience signifie qu'ils soient sans ressources, surtout lorsqu'ils ont l'appui de la machine de propagande et guerrière des États-Unis, qui amplifie et répand leurs paroles à travers le monde entier. Afin de se faire une idée du débat qui fait rage entre les intellectuels sur les questions des droits de l'homme à Cuba et de l'impérialisme US, il est important d'examiner le rôle des intellectuels, du contexte et des enjeux majeurs dans le cadre du conflit entre les États-Unis et Cuba.

LE RÔLE DES INTELLECTUELS

Le rôle des intellectuels est de clarifier les enjeux majeurs et de définir les principales menaces pour la paix, la justice sociale, l'indépendance nationale et la liberté à chaque époque historique ainsi que d'identifier et soutenir les principaux défenseurs de ces mêmes principes. Les intellectuels ont la responsabilité de faire la distinction entre les mesures de défense prises par des états et les peuples soumis à une agression impérialiste et les méthodes agressives des puissances impériales à la recherche de conquêtes. C'est le summum de l'hypocrisie que de placer sur un pied d'égalité la violence et la répression des pays impérialistes avec celles de pays du Tiers-monde victimes d'attaques militaires et terroristes. Un intellectuel responsable examine sans concessions le contexte politique et analyse les relations entre une puissance impériale et ses fonctionnaires salariés locaux, qualifiés de "dissidents", au lieu de lancer des anathèmes selon son degré de myopie ou ses impératifs politiques personnels.

Les intellectuels engagés qui prétendent parler avec une autorité morale, surtout ceux qui se prétendent critiques de l'impérialisme, ont la responsabilité politique de démystifier les manipulations du pouvoir, de l'état et des médias, particulièrement lorsque la rhétorique impériale s'exprime sur les violations des droits de l'homme dans des états indépendants du Tiers-monde. Nous avons récemment vu trop d'intellectuels occidentaux "progressistes" soutenir ou se taire devant la destruction de la Yougoslavie par les États-Unis, du nettoyage ethnique de plus de 250.000 serbes, gitans et autres au Kosovo, et se rallier à la propagande US d'une "intervention humanitaire".

Tous les intellectuels États-Uniens (Chomsky, Zinn, Wallerstein, etc.) ont soutenu le soulèvement violent des intégristes en Afghanistan, financé par les États-Unis, contre le gouvernement séculaire soutenu par les Soviétiques - sous le prétexte que les Soviétiques avaient "envahi" l'Afghanistan et que les fanatiques intégristes qui envahissaient le pays des quatre coins du monde étaient des "dissidents" venus défendre "l'auto-détermination" - une manipulation réussie et avouée par l'ancien Conseiller à la Sécurité Nationale, Zbig Bryzinski. Hier comme aujourd'hui, des intellectuels prestigieux brandissent leurs passés de "critiques" à l'égard de la politique étrangère des États-Unis pour donner plus de poids à leur dénonciation

unanime des supposées entorses à la morale dont seraient rendus coupables les Cubains. Ils mettent sur le même pied d'égalité, d'une part, l'arrestation par Cuba de fonctionnaires à la solde du Département d'État et l'exécution de trois pirates terroristes et, d'autre part, les crimes de guerre génocidaires de l'impérialisme US. Ces pratiquants des équivalences morales examinent Cuba avec un microscope et les crimes États-Uniens avec un télescope. Et c'est pour ça qu'ils sont tolérés dans les milieux libéraux de l'empire.

IMPÉRATIFS MORAUX ET RÉALITÉS CUBAINES: MORALITÉ ET MALHONNÉTÉTÉ

Les intellectuels sont divisés sur le conflit entre les États-Unis et Cuba : Benedetti, Sastre, Petras, Sanchez-Vazquez et Pablo Gonzalez Casanova et beaucoup d'autres défendent Cuba ; des intellectuels de droite tels que Vargas Llosa, Savater, et Carlos Fuentes ont prononcé sans surprise leurs diatribes habituelles contre Cuba ; et une petite armée d'intellectuels généralement considérés comme des progressistes - Chomsky, Saramago, Sontag, Zinn, et Wallerstein - ont condamné Cuba, tout en brandissant leurs Curriculums d'opposants critiques pour ne pas être confondus avec les opposants de droite ou du Département d'État. C'est ce groupe de "progressistes" qui a provoqué le plus de dégâts dans le mouvement anti-impérialiste et c'est à eux que j'adresse mes remarques.

Une morale qui s'appuie sur une propagande constitue un mélange dangereux - particulièrement lorsque les jugements sont émis par des intellectuels prestigieux de la gauche et que la propagande en question émane de l'extrême droite de l'administration Bush.

Beaucoup de ces critiques "progressistes" reconnaissent, comme ça en passant en sans entrer dans les détails, que les États-Unis ont eu une attitude hostile et agressive envers Cuba, et ils reconnaissent "généreusement" le droit de Cuba à l'auto-détermination - puis ils se lancent dans une série d'accusations sans fondements et de déformations sorties de tout contexte - le contraire aurait pu aider à clarifier le débat et fournir une justification à ces "impératifs moraux".

Le mieux serait de revenir vérités premières. Les critiques de gauche acceptent les définitions fournies par le Département d'État et dénoncent la répression par le gouvernement Cubain d'individus, de dissidents, y compris des journalistes, de propriétaires de bibliothèques privées et de membres de partis politiques non-violents qui tentent d'exercer leurs droits démocratiques. Ce que les "progressistes" sont incapables de reconnaître, ou refusent de reconnaître, c'est que les personnes arrêtées étaient des fonctionnaires payées par le gouvernement des États-Unis.

Selon l'Agence pour le Développement International (AID), la principale agence fédérale chargée de la distribution des dons et des prêts dans l'intérêt de la politique étrangère des États-Unis, et dans le cadre du Programme USAID Cuba (résultat de la loi Helms-Burton de 1996), AID a distribué plus de 8.5 millions de dollars aux opposants Cubains depuis 1997 afin qu'ils puissent publier, organiser des réunions, faire de la propagande pour le renversement du gouvernement Cubain en coordination avec toute une variété d'ONG états-uniennes, d'universités, de fondations et autres groupes qui servent de couverture. (voir le contenu de programme USAID Cuba sur le site d'AID).

Le programme USAID, contrairement aux pratiques habituelles, ne transfère pas les fonds au gouvernement Cubain mais directement à ses clients "dissidents" Cubains. Les critères pour bénéficier du financement sont clairement énoncés - les bénéficiaires des paiements et des prêts doivent avoir démontré un engagement clair en faveur du projet US pour une "transformation du régime" vers une "économie de marché" et la "démocratie" - sans doute proche de la dictature coloniale en Irak. La loi Helms-Burton, tout comme le manifeste rédigé par des progressistes états-uniens, "condamne l'absence de liberté à Cuba, l'emprisonnement de dissidents innocents, et appelle à un changement démocratique du régime Cubain".

Ce sont là des coïncidences étranges qui demandent une analyse. Les journalistes Cubains qui ont reçu 280.000 dollars de Cuba Free Press - une façade d'AID - ne sont pas des dissidents mais des fonctionnaires salariés. Les groupes de "défense des droits de l'homme" cubains qui ont reçu 775.000 dollars de Freedom House - façade de la CIA - ne sont pas des dissidents - surtout lorsque leur mission consiste à promouvoir une "transition" (renversement) du régime Cubain. La liste des dons et des financements des "dissidents" cubains (fonctionnaires) par le gouvernement des États-Unis est longue et détaillée et accessible à tous les critiques moralisateurs progressistes. Le fait est que les opposants emprisonnés par le gouvernement Cubain sont des

fonctionnaires payés par le gouvernement des États-Unis, payés pour mettre en oeuvre les objectifs de la loi Helms-Burton en accord avec les critères de USAID et sous la direction du chef de la Section des Intérêts US à la Havane.

Entre le 2 Septembre 2002 et Mars 2003, James Cason, chef de la Section des Intérêts US à la Havane, a tenu des dizaines de réunions avec ses "dissidents" cubains dans sa résidence et dans son bureau, leur fournissant des instructions et des indications sur ce qu'ils devaient écrire, comment recruter, tout en attaquant le gouvernement Cubain en des termes fort peu diplomatiques.

Les fonctionnaires Cubains de Washington recevaient du matériel électronique et du matériel de communication de USAID, des livres et autres matériels de propagande et de l'argent pour financer des "syndicats" pro-US à travers leur couverture du "Centre Américain pour la Solidarité Internationale du Travail". Il ne s'agit pas de "dissidents" bien intentionnés, ignorants de l'identité de leur bienfaiteur ou de leur rôle en tant qu'agents au service des États-Unis, puisque le rapport d'USAID indique (dans la section intitulée ""The US Institutional Context"), "le Programme Cuba est financé à travers le Fonds de Soutien Économique - Economic Support Fund - qui est destiné à soutenir les intérêts économiques et politiques des États-Unis par la fourniture d'une aide financière aux alliés (sic) et pays sur la voie de la démocratisation."

Aucun pays au monde ne tolère, ou ne désigne comme "dissidents", des citoyens payés par, et travaillant pour, une puissance étrangère dans le but de servir les intérêts impériaux de ce dernier. Ceci est particulièrement vraie aux États-Unis, ou dans l'article 18, paragraphe 951 du Code US, "toute personne qui accepte d'opérer à l'intérieur des États-Unis sous la direction ou le contrôle d'un gouvernement ou officiel étranger sera inculpé de crime et risque une peine de 10 ans de prison". Sauf bien-sûr si ces personnes se font enregistrer comme des agents étrangers ou si elles travaillent pour le gouvernement Israélien.

Les intellectuels "progressistes" états-uniens ont manqué à leur devoir d'analyste et de critique et prennent pour argent comptant les affirmations du Département d'État selon lesquelles les fonctionnaires payées par les États-Unis, et qualifiés de dissidents, lutteraient pour la "liberté".

Certains défenseurs des agents-dissidents états-uniens prétendent que les fonctionnaires ont été condamnés à de "lourdes peines scandaleuses". Une fois de plus, la myopie empirique se mélange avec une moralisation fallacieuse. Cuba est sur le pied de guerre. L'administration Bush a déclaré que Cuba était sur la liste des cibles militaires pouvant être soumises à une destruction massive et à une guerre. Et au cas où nos intellectuels moralisateurs ne s'en seraient pas rendus compte : Bush, Rumsfeld et les sionistes va-t-en-guerre de l'Administration ont l'habitude de faire ce qu'ils annoncent.

L'absence totale de sérieux chez Chomsky, Zinn, Sontag et Wallerstein laisse penser qu'ils ne perçoivent pas l'imminence d'une menace de guerre de la part des États-Unis au moyen d'armes de destruction massive, annoncée à l'avance. Ceci est particulièrement désespérant lorsque l'on sait que beaucoup de ces critiques vivent aux États-Unis, lisent la presse états-unienne et sont conscients de la rapidité avec laquelle les annonces belliqueuses peuvent être suivies par des actions génocidaires. Mais nos moralistes ne se sentent pas concernés par le contexte, par les menaces US contre Cuba, imminentes ou prévues. Ils sont surtout impatients de démontrer au Département d'État qu'ils s'opposent non seulement à la politique étrangère des États-Unis mais qu'ils condamnent aussi chaque pays, système ou dirigeant indépendant qui s'oppose aux États-Unis. En d'autres termes : cher M. Ashcroft, lorsque vous vous en prenez aux "défenseurs" de la "terreur" Cubaine, rappelez-vous que nous sommes différents, que nous aussi nous condamnons Cuba et que nous aussi nous demandons un changement de régime là-bas.

Ceux qui critiquent Cuba ignorent le fait que les États-Unis ont déjà mis en marche une stratégie à deux voies, militaire et politique, pour prendre le contrôle de Cuba. Washington fournit l'asile aux terroristes pirates de l'air, encourageant ainsi les efforts de déstabilisation d'une économie basée sur le tourisme, tout en travaillant étroitement avec l'organisation terroriste de la Fondation Nationale Cubano-Américaine qui cherche à assassiner les dirigeants Cubains. De nouvelles bases militaires ont été construites dans la République Dominicaine, en Colombie, au Salvador, et il y a l'extension du camp de concentration à Guantanamo - le tout pour faciliter une invasion. L'embargo US est sur le point être resserré avec le soutien des régimes de droite de Berlusconi et d'Aznar en Italie et en Espagne.

L'activité agressive et ouvertement politique de James Cason, de la Section des Intérêts, en coordination avec ses partisans Cubains fonctionnaires-salariés-"dissidents", fait partie d'une stratégie appliquée à l'intérieur du pays et destinée à affaiblir le soutien de la population cubaine au régime et à la révolution. Les relations entre les deux tactiques et leur convergence stratégique sont ignorées par nos prestigieux intellectuels critiques qui préfèrent le confort de pouvoir prononcer quelques banalités sur la liberté partout et pour tous, même lorsqu'un psychopathe à Washington place un couteau sous la gorge des Cubains. Non merci, Chomsky, Sontag, Wallerstein - Cuba a raison de donner à ses agresseurs un coup de pied dans les parties et de les envoyer couper de la canne à sucre pour gagner honnêtement leur vie.

La peine de mort pour trois terroristes qui ont détourné un ferry est sévère - mais tout comme la menace contre les vies des quarante passagers Cubains qui ont frôlé la mort entre les mains de ces pirates. Encore une fois, nos moralistes ont oublié de parler des actes de piraterie aérienne et de tous les autres plans de détournement déjoués à temps. Les moralistes ne comprennent pas pourquoi des terroristes desperados cherchent à quitter Cuba par des moyens illégaux.

L'Administration de Bush a pratiquement supprimé le programme de visas pour les Cubains qui désirent partir. Le nombre de visas accordés a diminué de 9000 pour les quatre premiers mois de 2002 à 700 pour 2003. Il s'agit d'une tactique intelligente pour encourager les actes terroristes à Cuba et pour ensuite dénoncer les lourdes peines, tout en rameutant les béni oui-oui de la chorale des "Amen" de l'élite intellectuelle progressiste US et Européenne. Est-ce simplement l'ignorance qui est à l'origine de ces condamnations contre Cuba ou y a-t-il encore autre chose - un chantage moral par exemple ? - qui voudrait obliger leurs collègues intellectuels Cubains à prendre position contre le régime, contre le peuple, ou sinon courir le risque de subir la désapprobation des intellectuels prestigieux et de se retrouver encore plus isolés et stigmatisés en tant "qu'apologistes de Castro".

Saramago a formulé des menaces précises d'abandonner ses amis Cubains et d'embrasser la cause des fonctionnaires salariés Etats-Uniens. Il a menacé implicitement de ne plus visiter Cuba et de boycotter les conférences. N'est-ce pas une lâcheté morale que de prendre fait et cause pour l'empire et de s'en prendre à Cuba lorsque celle-ci est menacée d'une destruction massive et ceci pour la liberté de quelques agents payés que n'importe quel pays au monde aurait fait arrêter ? Ce qui est hautement malhonnête c'est d'ignorer totalement les grandes réussites de la révolution dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, de la santé, de l'égalité, et de l'opposition héroïque et sans concession de Cuba aux guerres impériales - le seul pays au monde à les appeler ainsi - et sa capacité à résister à presque 50 ans d'interventions. Ceci ne compte pas pour les intellectuels États-Uniens - c'est scandaleux !! C'est une honte. Ils font des concessions en échange d'un peu de respectabilité. Et ceci après qu'ils aient "osé" s'opposer à une guerre états-unienne en compagnie de seulement 30 millions de personnes à travers le monde. Ce n'est pas le moment pour rééquilibrer la balance - en condamnant Cuba, en demandant un changement de régime, en soutenant la cause des "libre-échangistes" fonctionnaires-dissidents Cubains.

Souvenons-nous que les mêmes progressistes intellectuels ont soutenu les "dissidents" en Europe de l'Est et en Russie qui étaient financés par Soros et le Département d'État des États-Unis. Les "dissidents" ont remis leur pays entre les mains de la mafia Russe, l'espérance de vie a baissé de 5 ans (plus de 10 millions de Russes sont morts prématurément suite à la destruction du système de santé), tandis que les "dissidents" de l'Europe de l'Est fermaient les chantiers navals de Gdansk, entraient dans l'OTAN et fournissaient des mercenaires aux États-Unis pour conquérir l'Irak. Et jamais on n'entend de la part de ces supporters des "dissidents" Cubains la moindre critique des résultats catastrophiques de leurs diatribes anti-communistes et de leurs manifestes en faveur des "dissidents" qui sont devenus les soldats de l'empire US au Moyen Orient et en Europe centrale.

Nos moralistes américains n'ont jamais, je répète, jamais réfléchi sur leurs échecs moraux, passés ou présents, parce que, voyez vous, ils sont partisans de la "liberté partout", même lorsque les "mauvaises" personnes prennent le pouvoir et que "l'autre" empire prend le dessus, et que des millions meurent de maladies curables et que le champ de l'esclavagisme blanc s'élargit. La réponse est toujours la même : "Ce n'est pas ce que nous voulions - nous étions pour une société indépendante, libre et juste - c'est seulement qu'en appelant à un changement de régime, en soutenant les dissidents, nous n'avions jamais pensé que l'Empire "raflerait tout", qu'il deviendrait l'unique superpuissance et se lancerait dans la colonisation du monde."

Les intellectuels moralisateurs doivent reconnaître leurs responsabilités et ne pas se cacher derrière des platitudes morales abstraites, reconnaître leur complicité passée dans la construction de l'empire et leurs responsabilités présentes dans les déclarations scandaleuses contre Cuba. Ils ne peuvent pas ignorer les conséquences de leurs paroles et de leurs actes. Ils ne peuvent pas se prétendre innocents après tout ce que nous avons vu, lu et entendu sur les plans de guerre des États-Unis contre Cuba.

Le principal auteur et promoteur de la déclaration anti-cubaine aux États-Unis (signée par Chomsky, Zinn et Wallerstein) est Joanne Landy, une auto-proclamée "socialiste démocrate", et partisane depuis toujours d'un renversement violent du gouvernement Cubain depuis ces quarante dernières années. Elle est actuellement membre de la Commission des Relations Étrangères(CFR), une des principales institutions qui conseillent le gouvernement des États-Unis sur la politique impériale depuis plus d'un demi-siècle.

Landy a soutenu l'invasion par les États-Unis de l'Afghanistan et de la Yougoslavie. Elle a soutenu le groupe terroriste albanais, l'UCK - appelant publiquement à un soutien militaire ouvert - responsable du meurtre de 2000 Serbes et du nettoyage ethnique de centaines de milliers de Serbes et d'autres au Kosovo. Ce n'est pas une surprise que de constater que la déclaration rédigée par cette extrémiste de droite déguisée ne fait aucune mention des réussites sociales à Cuba ou d'une opposition à l'impérialisme. Il faut noter aussi que Landy était viscéralement opposée aux Chinois, aux Vietnamiens et autres révolutions sociales lorsqu'elle montait les échelons de la CFR

Malgré tout leur esprit critique tant vanté, les intellectuels "progressistes" ont ignoré la politique douteuse de l'auteur à l'origine de la diatribe anti-Cubaine.

LE RÔLE DE L'INTELLECTUEL AUJOURD'HUI

De nombreux critiques de Cuba parlent de "principes" comme s'il n'y avait qu'un seul jeu de principes applicables dans toutes les situations quels que soient les acteurs et les conséquences. Réclamer l'application de principes" tels que la "liberté" pour les personnes impliquées dans le renversement du gouvernement Cubain avec la complicité du Département d'État transformerait Cuba en un nouveau Chili - où Allende fut renversé par Pinochet - et mènerait à la destruction des acquis de la révolution.

Il y a des principes qui sont plus fondamentaux que la liberté de quelques cubains fonctionnaires des États-Unis, tels que la sécurité nationale et la souveraineté populaire. Il existe, surtout parmi la gauche progressiste aux États-Unis, une certaine attirance pour les victimes du Tiers-monde, ceux qui échouent, et une aversion pour les révolutionnaires qui réussissent. Il semblerait que les intellectuels progressistes états-uniens trouvent toujours un alibi pour éviter de s'engager aux cotés d'une révolution. Pour certains, c'est le vieux refrain du "stalinisme" - si l'état joue un rôle majeur dans l'économie, ou s'il y a des mobilisations de masses - qu'ils qualifient de "dictature plébiscitaire". C'est parfois les services de sécurité qui luttent contre le terrorisme qu'ils qualifient "d'état policier répressif".

Ces intellectuels vivent dans un des pays les moins politisés au monde, avec un des appareils syndicaux les plus serviles et corrompus du monde occidental. Ils n'ont pratiquement aucune influence politique en dehors de quelques villes universitaires. Ces intellectuels états-uniens qui se disent pratiques n'ont cependant aucune connaissance ou expérience pratique des menaces et violences quotidiennes qui planent au-dessus des gouvernements révolutionnaires et des militants en Amérique latine. Leurs concepts politiques, à l'aune desquels ils approuvent ou condamnent toute activité politique, n'existent que dans leurs esprits, dans un cadre universitaire sympathique et progressiste où ils bénéficient de tous les privilèges accordés par la liberté capitalistes, sans courir aucun des dangers qu'affrontent les révolutionnaires du tiers-monde.

Un peu de modestie, chers intellectuels prestigieux, critiques, et prêcheurs de liberté. Posez-vous sincèrement la question de savoir si vous aimeriez être piratés par une organisation terroriste basée à Miami. Posez-vous la question si vous aimeriez vous asseoir dans un grand hôtel touristique à la Havane au moment où une bombe explose - cadeau des terroristes en train de siroter une bière avec le frère du Président, Jeb. Essayez d'imaginer la vie dans un pays qui est le premier sur la liste des cibles du régime impérial le plus violent depuis l'Allemagne nazie - alors

peut-être votre sensiblerie morale accepterait de modérer vos critiques sur la politique sécuritaire Cubaine et de relativiser vos sermons.

Je voudrais conclure en précisant mes propres "impératifs moraux" - à l'attention des intellectuels critiques.

1. Le premier devoir des intellectuels occidentaux est de s'opposer à leurs propres dirigeants impérialistes et à leur conquête du monde.
2. Le deuxième devoir est de clarifier les enjeux moraux dans la lutte entre militaires impérialistes et résistance populaire/nationale et rejeter l'attitude hypocrite qui consiste à mettre sur le même plan d'égalité la terreur de masse des uns et les contraintes de sécurité justifiées des autres, mêmes si elles sont parfois excessives.
3. Définir les limites de l'honnêteté politique et individuel en tenant compte des réalités et des enjeux avant de porter des jugements.
4. Résister à la tentation de devenir un "héros moral de l'empire" en refusant de soutenir des luttes populaires victorieuses et les régimes révolutionnaires qui ne sont pas parfaits et qui ne jouissent pas de toutes les libertés accordées à des intellectuels impuissants qui ne représentent aucune menace et qui sont donc autorisés à se réunir, discuter et critiquer.
5. Refuser de se poser en tant que Juge, Procureur et Jury qui condamnerait les progressistes qui ont le courage de défendre des révolutionnaires. L'exemple le plus scandaleux est l'attaque calomnieuse lancée par Susan Sontag contre le Prix Nobel Gabriel Garcia Marquez, qu'elle a accusé de manquer d'intégrité et être un apologiste de la terreur Cubaine (sic). Sontag a prononcé ces accusations sanguinaires à Bogota, Colombie. Les escadrons de la mort Colombiens, en complicité avec le régime, assassinent plus de syndicalistes et de journalistes que dans n'importe quel autre pays au monde, et ils sont loin être des "apologistes" du régime de Castro. C'est la même Sontag qui a soutenu avec enthousiasme l'invasion impériale et le bombardement de la Yougoslavie, qui a soutenu le régime intégriste Bosniaque et qui est restée silencieuse devant le meurtre et le nettoyage ethnique des Serbes et d'autres au Kosovo. Tu parles d'une intégrité morale ! Le sens précieux de supériorité morale qu'on rencontre chez les intellectuels New-Yorkais autorise Sontag à désigner Marquez aux escadrons de la mort et à penser qu'elle vient de prononcer une déclaration hautement morale.

Les intellectuels occidentaux ne devraient pas confondre leur propre futilité politique et positions inconséquentes avec celles de certains intellectuels latino-américains engagés. Il y a un espace pour un dialogue constructif mais pas pour des attaques personnelles contre ceux qui risquent leurs vies tous les jours.

Il est facile pour un intellectuel d'être un "ami de Cuba" pendant les fêtes et les conférences, lorsque le risque est minime. Il est beaucoup plus difficile être un "ami de Cuba" lorsque l'empire totalitaire menace l'île héroïque et pèse de tout son poids sur ses défenseurs.

A une époque de guerres permanentes, de génocides et d'agressions militaires, Cuba a besoin de la solidarité des intellectuels critiques, qu'elle reçoit de partout en Europe et surtout d'Amérique latine. N'est-il pas temps que nous, aux États-Unis, avec nos illustres et prestigieux intellectuels et toutes nos majestueuses sensibilités morales, reconnaissons l'existence d'une révolution vivante et héroïque qui lutte pour se défendre contre l'agresseur US et que nous laissions de côté nos déclarations qui n'ont d'importance que pour nous, que nous soutenions la révolution et que nous rejoignons le million de Cubains qui ont fêté le premier Mai avec leur dirigeant Fidel Castro?